

TÉMOIGNAGE DE BUCHWALTER SUR L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

La résurrection loupée du «qui-tue-qui ?»

L'invraisemblable version de l'assassinat en 1996 des moines trappistes de Tibhirine que François Buchwalter, un général français à la retraite, a servi au juge Trévidic, signe incontestablement, l'épilogue de la hargneuse campagne des lobbies français pour le «qui-tue-qui ?» en Algérie.

Sofiane Aït Iflis - Alger

(Le Soir) - Les médias français, qui, par le passé, rivalisaient dans la promotion des thèses travaillant à créditer le fameux «qui-tue-qui ?», n'auront, avec les réminiscences mémorielles, les ouïe-dire de Buchwalter, réussi qu'une campagne poussive.

Non que leur manquait l'envie de remettre au goût du jour le leitmotiv mais parcequ'ils se sont brûlés d'avoir tant de fois voulu faire feu de tout bois. Les babillages de l'ancien attaché de défense à l'ambassade de France à Alger, qui, treize ans après, s'est dit découvrir une conscience torturée, ont raté de constituer cette matière bénie dont raffole la presse de l'Hexagone solidement rivée au milieu des qui-tue-quistes.

C'est qu'on ne sort pas indemne d'avoir longtemps fait choux gras des affabulations de truffions renégats. L'on se remémore tout l'entrain mis par les médias français à répandre les allégations d'un certain Abdelkader Tigha qui soutenait, lui, qu'après leur enlèvement, les moines de Tibhirine ont été vus dans

une caserne à Blida.

Dans les milieux médiatiques de l'Hexagone, on ne se sentait pas, à l'époque, l'obligation professionnelle et éthique de vérifier la véracité des dires du bidasse. Son conte est publiable et digne de promotion dès lors qu'il renforce la thèse du «qui-tue-qui ?». Rina Sherman, compagne du journaliste Didier Contant, poussé au suicide, et auteure du livre le huitième mort de Tibhirine, en sait quelque chose sur cette machine à recycler l'interrogation autour de qui tue en Algérie.

Cette même machine qui a tenté de se remettre en marche avec les bavardages d'un général à la retraite. Vainement, puisque, outre l'inconcevabilité de la chose telle que Buchwalter l'a racontée, les contradicteurs, parisiens, ne se sont pas fait prier cette fois-ci.

A commencer par Alain Juppé et Hervé de Charette qui, dans leurs réactions, ont déclaré s'en tenir à la version qui endosse au GIA l'entière responsabilité dans l'assassinat des moines de



Le général François Buchwalter.

Tibhirine. Hauts responsables politiques à l'époque des faits, Juppé et de Charrette ont nécessairement voie au témoignage. Même le président

français, Nicolas Sarkozy, qui a cru un moment bon d'assaisonner la campagne du «qui-tue-qui ?» en manquant à peine d'accuser l'Algérie de menson-

ge, a fini par s'éveiller au vaudeville du général Buchwalter. «Pourquoi voulez-vous qu'avec le président algérien nos relations s'en trouvent bouleversées ? La justice est saisie ; que la justice dise la vérité.

Moi, je m'en tiens quand même au communiqué n° 44 du GIA en 1996 en revendiquant l'assassinat des moines. Je n'ai accusé personne, je veux que la vérité soit faite», a-t-il rectifié, diplomatique, depuis L'Aquila en Italie, en marge de la réunion du G8.

En rattrapant sa sortie d'il y a quelques jours à Paris, Sarkozy met son grain de sable dans la machine à produire le «qui-tue-qui ?».

Ceci étant, les confessions tardives du général français n'ont pas servi de carburant au redécollage de la campagne pour le «qui-tue-qui ?» en Algérie.

Voulant faire admettre que l'assassinat des

moines de Tibhirine relevait d'une bétise de l'armée algérienne, Buchwalter ne s'est pas rendu compte qu'il a écrit le mauvais scénario.

Un scénario dont rient même des anciens de la DST, à l'instar de Raymond Nart et de Yves Bonnet. Le premier a soutenu dans les colonnes de *Marianne* que «si l'armée algérienne avait joué un rôle dans l'assassinat des moines, jamais on n'aurait retrouvé les têtes» et que «comment expliquer qu'un tir à l'aveugle sur un bivouac n'ait touché que les corps des moines et pas les têtes?».

Le second, qui considère la déposition du général comme affabulation, a produit le même contre-argument. Voilà deux avis techniques autorisés qui aideront à mettre un terme aux toussotements déjà gênés des qui-tue-quistes parisiens.

S. A. I.

Une affaire, plusieurs raisons

Les «révélations» du général français à la retraite sur l'assassinat des moines de Tibhirine n'ont certainement pas encore livré tous leurs secrets. La thèse de la bavure qui vise l'institution militaire donne non seulement du crédit aux adeptes du «qui-tue-qui» mais tente de mettre en difficulté la partie algérienne. Il est évidemment plus facile d'obtenir des concessions de la part d'un vis-à-vis ainsi discrédité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le général à la retraite qui a parlé sous prétexte de «libérer sa conscience» n'a certainement pas choisi ce moment précis de manière fortuite. Ses propos, ajoutés à ceux de plusieurs responsables français, à leur tête le chef de l'Etat français, ne peuvent qu'être assimilés à une ouverture des hostilités en bonne et due forme.

En s'attaquant ouvertement à l'ANP, qui a des années durant combattu le terrorisme dans un contexte de total isolement sur le plan international, les Français ne voudraient-ils pas pouvoir forcer la main à l'Algérie en matière de contrats d'armes ? Il n'est un secret pour personne que l'Algérie a jusque-là privilégié son partenaire russe pour l'achat des armes.

Un choix que les Français n'apprécient pas puisqu'ils plaident pour la diversification des contrats. En mettant ainsi à mal l'ANP, la tâche leur est facilitée.

Un partenaire entraîné dans la boue en public est plus enclin à céder aux exi-

gences. Mais cette levée de boucliers pourrait également traduire une tension grandissante entre Alger et Paris au sujet de la tendance protectionniste de l'Algérie en matière économique.

Les dernières décisions visant à imposer aux investisseurs étrangers une ouverture de capital à hauteur de 51% au profit d'un partenaire algérien et l'obligation faite à une société d'importation étrangère de céder 30% de ses parts à une partie algérienne ont fait grincer beaucoup de dents côté européen. La France en tête ne voit pas d'un bon œil ces mesures.

Dans un contexte de crise financière qui n'épargne plus aucun pays, l'Algérie a pu rester une destination intéressante pour les investisseurs étrangers en quête de marchés. Les Français ne font pas exception et les nouvelles restrictions imposées par l'Algérie sont perçues comme des freins aux ambitions des grandes entreprises françaises notamment.

D'ailleurs, ces mêmes mesures valent à l'Algérie



Photo : DR

aujourd'hui des rapports très tendus avec l'Union européenne qui reproche ouvertement au gouvernement algérien ni plus ni moins qu'une violation de l'accord d'association. Selon une source proche du dossier, ce ne sont pas moins de quatre articles qui auraient été foulés aux pieds par l'Algérie.

Les fonctionnaires de l'UE ne voient qu'une seule sortie de crise : le retrait de ces mesures restrictives qui, disent-ils, vont freiner l'investissement.

Des exigences que l'Algérie ne compte pas satisfaire. Lesdites mesures, même si elles sont temporaires, ne vont pas être levées. Alger ne

compte pas céder aux pressions exercées par les pays européens.

En cédant sur la question de la double tarification du gaz, l'UE espérait-elle un retour d'ascenseur de l'Algérie ? Certainement mais les calculs des stratégies de Bruxelles peuvent ne pas s'avérer justes tant l'Algérie ne compte pas faire marche arrière face à ce que le ministre des Affaires étrangères avait déjà qualifié d'«abus» de la part de certains investisseurs.

Que coûtera cette position à l'Algérie ? Seul, l'avenir pourra apporter des éléments de réponse...

N. I.

EXPLOSION
DE DEUX BOMBES
À LAKHDARIAUn citoyen,
un pompier et un
policier blessés

Hier, aux environs de huit heures du matin, une bombe de fabrication artisanale a explosé sur le chemin communal menant vers Hezzama, village situé au nord de Lakhdaria, causant des blessures graves à un citoyen qui a perdu sa jambe droite.

D'après les informations en notre possession, l'explosion a eu lieu lorsque la victime, un déficient mental, a marché sur la bombe enfouie dans le sol par les terroristes du GSPC.

Moins d'une demi-heure après, au moment où les éléments de la BMPJ ainsi que ceux de la Protection civile, étaient sur les lieux pour secourir la victime, une autre bombe, probablement actionnée à distance — un procédé maintes fois utilisé par les terroristes du GSPC — a explosé, blessant grièvement un policier et un élément de la Protection civile qui a été, lui aussi, amputé de la jambe.

Les deux blessés ont été transportés vers l'hôpital de Lakhdaria. Comme leur état a été jugé très grave, ils ont été transférés vers l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja.

Rappelons que les forces de l'ANP sont depuis plus d'une semaine sur les traces d'un groupe terroriste qui activait sur les hauteurs de Lalla Mossaâd, non loin du village Hezzama.

H. M.